

Collectif français de géographie sociale et urbaine (1984) *De la géographie urbaine à la géographie sociale. Sens et non-sens de l'espace.* Paris, 262 p.

Anne Gilbert

Volume 29, Number 77, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021733ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021733ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gilbert, A. (1985). Review of [Collectif français de géographie sociale et urbaine (1984) *De la géographie urbaine à la géographie sociale. Sens et non-sens de l'espace.* Paris, 262 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 29(77), 334–336.
<https://doi.org/10.7202/021733ar>

réflexion riche. L'analyse quantitative fait retrouver une partie des régularités que la théorie enseigne et souligne aussi certaines spécificités.

Le troisième essai sur « La vue radicale du Québec et de Montréal » fait place aux déséquilibres auxquels seraient surtout sensibles les radicaux. La liste des tensions, rivalités, imperfections pourrait s'allonger tant les malfaçons de la modernisation ne sont pas des maux passagers que l'on corrige facilement mais des résultats du processus de dépendance de l'ensemble et de la paupérisation de groupes particuliers.

L'apport de la phénoménologie en géographie, quatrième et dernier essai de cette série, regroupe les courants de la perception, de la symbolique. Aux démarches précédentes ancrées, pourrait-on dire, dans l'infrastructure, succèdent celles référant à l'imaginaire, à l'idéologie. Un long extrait de la préface d'Évelyne Dumas au « Montréal Interdite » d'Alain Medam (1978) donne le ton des dimensions que les phénoménologues veulent restituer à l'espace.

Ces courts essais m'ont semblé ne pas insister suffisamment sur les divergences théoriques qui fondent les pratiques, la quête de dépassement de l'empirisme et de l'idéalisme, le néo-positivisme tenace, les subtilités d'une créativité dont le soubassement est le matérialisme, etc., toutes choses par quoi l'on commence par réclamer place en sciences sociales. Il est vrai que les parties générales de l'ouvrage prennent en compte ces fondements et qu'il faudrait aborder ces essais sur la géographie contemporaine du Québec pour ce qu'ils sont : des esquisses pour une illustration dont la substantifique moelle est partout ailleurs dans les 15 autres chapitres.

Le vouloir didactique a conduit à privilégier les thèmes d'étude pour donner unité à l'ensemble des sept essais et l'optimisme qui est celui de Paul Claval a conduit à tamiser des divergences au sortir de ce qui fut parfois une foire d'empoigne. Certes, « La guerre est finie » et l'empressement que nous mettons tous à le crier dans le partage entre une science naturelle allant son chemin et une science sociale explorant le sien après vingt ans de fécondations multiples et diverses, ne devrait pas gommer le fait que les pratiques en sciences sociales ne sont pas une, loin de là. Paul Claval ne le prétend pas non plus, évidemment. Mais la dynamique de conciliation qui s'installe partout maintenant à ses risques, impression d'euphorie de retrouvailles aux portes des sciences sociales quand ce qui attend nos pratiques, naturalisme évacué, est, si j'ose dire, encore plus nettement tranché et tranchant.

Georges ANGLADE
Département de géographie
Université du Québec à Montréal

COLLECTIF FRANÇAIS DE GÉOGRAPHIE SOCIALE ET URBAINE (1984) *De la géographie urbaine à la géographie sociale. Sens et non-sens de l'espace*. Paris, 262 p.

« La société se porte mal. La géographie sociale se porte bien ». S'il ne nous paraît pas opportun de juger de la « santé » de celle-là, nous n'hésitons pas à affirmer avec Frémont (p. 37) que celle-ci se porte bien. Elle se porte même visiblement très bien en France où elle suscite un intérêt tel depuis quelques années qu'elle semble émerger rapidement comme un des lieux de rencontre des géographes français. Le colloque sur la géographie sociale qui s'est tenu à Lyon en 1982 et qui a réuni une centaine de participants à montré déjà une dynamique commune aux explications géographiques qui sont de plus en plus d'inspiration sociale (Noin, D. éd. (1983) *Géographie sociale. Actes du colloque de géographie sociale, Lyon, 1982*). D'ailleurs l'ouvrage publié par le collectif de géographie sociale qui s'est constitué l'année suivante vient le confirmer.

Dans ce recueil de réflexions souvent diverses et qui s'appuient sur des cheminements variés — les éditeurs eux-mêmes nous en préviennent —, il existe une unité certaine fondée sur cette importance reconnue aux faits sociaux dans la structuration des combinaisons géographiques.

Au gré des contributions et au-delà des divergences se dégage en effet un consensus dont les bases sont annoncées par Renée Rochefort, à qui il revient d'ouvrir la discussion : la géographie ne serait pas science de l'espace écologique, mais étude spatiale de la société. Le titre de l'ouvrage est d'ailleurs évocateur de cette revendication : pour la vingtaine de collaborateurs qui y témoignent de la géographie, *de géographie urbaine, la géographie humaine redevient sociale*.

Cette géographie sociale a des thèmes, des approches, qui s'ordonnent difficilement. Ceci peut expliquer l'apparente interchangeabilité des éléments d'une table des matières dont le principe organisateur ne se laisse pas aisément saisir. Les quelques réflexions regroupées sous la première rubrique, *Pour la géographie sociale*, s'appuient sur des discussions de la problématique sociale en géographie : celle de Renée Rochefort veut provoquer un débat sur les problématiques en géographie humaine, celles de Héryn ou de Noin veulent plutôt faire le point sur ce champ de recherche qu'est la géographie sociale ; Frémont et Chapuis proposent leur conceptualisation de ce domaine. La plupart des autres contributions ont l'ambition affirmée ou sous-entendue d'éclairer les relations entre les sociétés, les groupes sociaux qui les composent et les espaces. Elles sont divisées en trois rubriques dont les titres en éclairent les orientations principales : *L'urbain, jeux et enjeux*, *Produire la ville, penser la ville* et *Espaces et expressions du social*. Leur approche est généralement d'inspiration marxiste, sauf pour Beaujeu-Garnier ou Maximy ; leur réflexion est menée à l'échelle de la ville, plus rarement à celle des milieux ruraux (Chevalier, Renard), du système urbain (Wackermann) ou de l'espace national (Pailhé). Il faut relever ici l'intérêt marqué pour les acteurs sociaux, pour leur rapport au pouvoir (George, Burgel et Burgel). Soulignons au passage les propositions de Boyer quant au rôle de l'échelle dans la constitution de ce pouvoir, celles de Girard et Jalabert quant à la valorisation différentielle de l'espace. Ce concept rend compte de l'attention nouvelle portée au culturel au travers de l'idéologie et des pratiques spatiales, ce dont témoigne aussi cet ouvrage. Ferras et Lévy ont ainsi fait de l'identité des espaces un des thèmes premiers de leur étude du social, donnant aux contributions regroupées ici une ouverture qui déborde le cadre étroit de la géographie d'inspiration marxiste.

Ce problème de l'identité ne se pose pas au seul niveau des lieux qu'étudie la géographie. Il marque aussi les rapports qui se tissent entre la société, les disciplines sociales, dont la géographie, et leur discours. En effet, ce renversement de la pensée géographique qui a fait naître la géographie sociale ne va pas sans susciter chez elle des interrogations quant à son identité. Un courant d'idées qui récuse la neutralité spatiale pour redonner à la société son importance a du mal à se distinguer de la sociologie dont il s'est inspiré et souffre de sa non-spécificité. Si le problème est souvent relevé (Noin, Vant pour ne nommer que ceux-là), l'essai de Piolle de retracer l'histoire de sa formation de chercheur est particulièrement évocateur des difficultés épistémologiques d'une géographie qui a du mal à articuler social et spatial. Les éditeurs affirment que les contributions réunies dans ce recueil refusent l'existence de déterminismes sociaux a priori. Plusieurs des auteurs (dont Chapuis, Girard et Jalabert) semblent cependant accorder au social la primauté sur le spatial. *Sens ou non-sens de l'espace ?* Question que pose pertinemment le collectif dans le titre de son ouvrage, et que posent encore Soubeyran, Guermond ou Vant à qui il revient de clore la réflexion. Leurs articles, réunis dans la dernière rubrique intitulée *Société et espace : ordres et désordres*, représentent des points de vue sur les voies ouvertes à une géographie sociale encore marquée par l'incertitude : leurs plaidoyers pour des systèmes conceptuels ouverts à l'expérience (Soubeyran), pour une articulation des analyses « macro » et « micro » (Vant) ou pour une modélisation des facteurs de modification du social (Guermond) sont autant de refus des sectorisations abusives qu'ont apportées les géographies qui ont reconnu ou non le sens de l'espace. Ces auteurs n'en laissent pas moins ouverte cette question du sens de l'espace.

À la suite de cette trop brève revue d'un ouvrage « dense », le lecteur comprendra qu'il ne s'agit pas ici d'un panorama des études conduites dans une perspective sociale ces dernières années en France. Les *Actes du colloque de géographie sociale de Lyon* seront à ce titre d'une plus grande utilité (Noin, 1983). Dans l'ouvrage recensé, les débats quant aux méthodes de la géographie sociale sont quasi-absents. Seul Guermond s'interroge en effet sur l'apport de la modélisation pour l'avancement de la recherche. Cet ouvrage n'en est pas moins important pour la géographie sociale qu'elle pose dans sa problématique scientifique et dans sa problématique

sociale, soit celle de sa position par rapport aux autres discours sur l'articulation du social et du spatial. Ses auteurs engagent en effet la réflexion théorique nécessaire à la survie d'une géographie qui « à peine née ou ressuscitée, risque d'éclater en de multiples courants divergents, au gré d'un social insaisissable parce que partout présent » (Vant, p. 250).

Anne GILBERT
 Département de géographie
 Université de Montréal

JURDANT, Michel (1984) *Le défi écologiste*. Montréal, Boréal Express, 432 p.

« La faiblesse devient force quand naît la conscience » ; ces paroles de G. Halimi, citées par Michel Jurdant, sont au cœur de cet ouvrage, très complet, sur le défi écologiste. Ancien professeur à l'Université Laval après une longue carrière à Environnement Canada, M. Jurdant nous livre un véritable manifeste écologiste, engagé, chaleureux, pour une société autogestionnaire. C'est aussi le testament d'un militant.

Ouvrage de vulgarisation, il aborde de manière globale l'écologie, en ne se limitant pas à l'écologie végétale, mais en étant concerné par tous les exclus du système productiviste contemporain : chômeurs, jeunes, femmes, autochtones... M. Jurdant est bien conscient des risques de son approche : opportunisme écologique et prolifération des réformismes qui ne seraient que récupération par la société productiviste — avec sa classe dominante de technocrates — de l'état d'esprit écologiste. « Il est essentiel de restituer la primauté de l'humain sur l'institution » (p. 131), à travers un véritable projet de société « qui permettrait à toutes les communautés humaines de jouir d'un mode de vie équitable et en harmonie avec la nature et les autres humains » (p. 417). Et l'auteur articule ce projet autour de quatre grands thèmes : 1) rejet de la société de consommation ; 2) critique de la croyance aveugle dans les possibilités de la science et de la technologie ; 3) lutte contre le pouvoir technocratique qui transforme l'esprit du défi écologiste ; 4) recherche de nouveaux modes de vie, en particulier ceux d'une société autogestionnaire, écologiste, libertaire et tiers-mondiste.

La surabondance nous a poussés, par ses gaspillages, au bord de l'absurde et la loi économique de la rareté, en jouant le rôle d'accélérateur dans le processus d'épuisement des réserves, en est la principale responsable. Et pourtant l'accroissement des consommations n'a pas généré un meilleur bien-être. En ce sens M. Jurdant rejoint cette idée que j'ai développée dans la *Géographie du bien-être* et l'illustre parfaitement : « Pouvons-nous prétendre que notre haut niveau de vie nous a rendus individuellement plus libres, plus cultivés, en meilleure santé physique et mentale..., plus justes que les Grecs ou les Tunisiens dont le niveau de vie est cependant quatre fois inférieur au nôtre ? » (p. 23).

Critique de la société industrielle, de la croissance à tout prix à travers les cinq premières parties de l'ouvrage, le défi écologiste est aussi recherche verticale de l'écosociété à travers la sixième partie : 1) le monde de la surabondance au bord de l'absurde ; 2) la croissance de la destruction des ressources de la nature ; 3) la croissance de la dégradation de la vie humaine ; 4) la croissance des inégalités entre les humains ; 5) la croissance du pouvoir technocratique ; 6) la révolution écologiste.

L'auteur connaît parfaitement les réactions négatives à ces propositions ; il a été, comme il le précise, « technocrate scientifique ». Objections à l'intellectualisme déconnecté de la réalité, à l'utopisme dans la quête de nouveaux modes de vie, à l'anti-progressisme, au radicalisme écologique, à la remise en cause du niveau de vie. À chaque objection, M. Jurdant apporte des réponses empreintes de messianisme, proposant un changement des mentalités, une analyse critique des valeurs de nos civilisations. En nous proposant de penser globalement pour nous aider à agir localement, M. Jurdant sait « conscientiser » ses lecteurs. Souhaitons donc que son ouvrage, particulièrement clair, soit utilisé par les enseignants du secondaire, pour faire